

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/wd

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	--------------------------

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

Faktura

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Absender

Presse et Info
----------------

Seite-Nr.

1
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

\*\*\*

Wochentelex 13/85 Vertraulich

UNESCO: Rencontre consacrée à échanges de vues sur UNESCO, s'est tenue à l'initiative de la Suisse en marge réunion Groupe de Genève (GG) 20 mars à Genève.

Première réunion de ce type, elle a été jugée extrêmement utile par tous les participants. Il s'agissait d'un simple échange de vues et aucune décision formelle n'avait à être prise. Contenu discussion peut être résumé ainsi:

1. Une claire disponibilité au dialogue et une ferme volonté de rester très actifs et d'oeuvrer, de l'intérieur de l'Organisation, en faveur des réformes, se sont dégagées d'emblée. Temps très court jusqu'à Sofia doit être mis à profit au maximum.
2. L'importance et l'urgence de contacts suivis avec les pays en développement ont été unanimement reconnues. Plusieurs pays ont fait état de démarches déjà accomplies ou d'initiatives envisagées en vue d'approcher pays en développement.
3. Les participants ont tous parlé en faveur d'une concentration des programmes. Ils ont réaffirmé leur position en ce qui concerne programme et budget 1986 - 1987 qui doit s'établir sur la base d'une croissance de 0 % en termes réels et d'une réduction supplémentaire de 25 % (montant de la part américaine). Le cas échéant, il faudra aussi tenir compte d'autres retraits pouvant intervenir.

Letzte  
Zeile

184 150 000 24665

Datum: 25.3.85	Visum:
30 53	
Tel. intern	

Visum:



An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

## Referenzen und Initialen


## Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert


Priorität


Faktura

--

Text erg.

--

F.I.

--

Absender

--

Seite-Nr.

2

Ja

--

Nein

--

Norm.

--

Dring.

--

Flash

--

Empfängercode						

4. Les participants ont relevé l'importance des échéances que constituent la prochaine réunion du Conseil exécutif (9 mai - 21 juin) et de la Conférence générale de Sofia (8 octobre - 12 novembre) et la nécessité que des progrès substantiels interviennent déjà lors du prochain Conseil exécutif faute de quoi il sera difficile d'éviter un échec à Sofia. Plusieurs des participants ont déclaré qu'ils feraient le point de la situation après la réunion de Sofia en ce qui concerne leur attitude future à l'égard de l'Organisation. Sommes pour notre part très satisfaits de cette réunion qui a permis d'établir un contact direct entre responsables des O.I. dans les capitales. Brièveté du délai qui nous sépare de Sofia nous incite cependant à être peu optimistes quant aux possibilités d'une amélioration sensible de la situation.

Lors réunion GG proprement dit le 21 mars, délégués ont examiné opportunité de demander tenue Conférence générale à Paris au lieu de Sofia vu restrictions budgétaires suite à retrait Etats-Unis. Conclusion a cependant été qu'il valait mieux concentrer efforts sur questions importantes plutôt que sur bataille sans doute perdue d'avance. Par ailleurs, pays membres GG ont lancé appel au Directeur général pour que prochain budget reflète nouvelle situation créée par départ Etats-Unis et que coupes nécessaires se fassent en priorité sur frais de fonctionnement plutôt que sur substance des programmes.

Letzte  
Zeile

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Faktura

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--	--	--	--	--	--	--

Seite-Nr.

3

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

| Empfängercode |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|               |               |               |               |               |               |               |

Première Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme, Vienne, 19-20 mars 1985

Chef du Département a participé à Conférence ministérielle sur les droits de l'homme qui était présidée par son collègue autrichien, M. Leopold Gratz. Un débat sur la situation des droits de l'homme dans le monde a permis à la délégation suisse d'exposer ses vues à ce sujet. Ce type de débat reste évidemment assez général, il avait toutefois son importance à Vienne compte tenu de la prochaine tenue à Ottawa, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, d'une réunion d'experts consacrée aux droits de l'homme (mai 1985). Dans cette perspective, les Européens ont pris conscience de la nécessité de "serrer les rangs" pour faire connaître leurs conceptions en la matière.

Chef du Département a également présenté un rapport consacré à une évaluation des possibilités de renforcer le mécanisme international de contrôle institué par la Convention européenne des droits de l'homme. A dessein, il a mis l'accent sur les réformes à dimension politique notable, comme celle de la fusion des organes actuels (Commission et Cour) en une Cour européenne des droits de l'homme fonctionnant à plein temps.

Délégation suisse ne s'attendait nullement à un consensus sur un

Letzte  
Zeile

Datum: _____	Visum: _____
Tel. intern: _____	_____

184 150 000 24665

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Text erg.	F.I.	

Absender

--	--	--	--	--	--

Seite-Nr.

4

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

--	--	--	--	--	--	--	--

objectif aussi ambitieux. Mais plusieurs des propositions évoquées dans le rapport présenté par Chef du Département gagnent du terrain : ainsi, il n'est pas exclu que l'on puisse élaborer, dans un avenir pas trop lointain, un Protocole additionnel à la Convention permettant à l'individu de saisir la Cour (dans le système actuel, seuls l'Etat mis en cause et la Commission ont cette faculté).

Délégation autrichienne a présenté, de son côté, rapport consacré au rôle du Conseil de l'Europe dans le développement des droits de l'homme et délégation française rapport sur les droits de l'homme face au développement du progrès scientifique dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la biochimie.

Il est évidemment difficile de tirer un bilan global d'une conférence qui a procédé, en deux jours, à une discussion politique sur la situation des droits de l'homme dans le monde, et a examiné trois rapports nationaux. Mais une chose est incontestable : les débats de la Conférence n'ont pas seulement montré l'attachement des Etats membres du Conseil de l'Europe à une protection efficace des droits de l'homme, tant au niveau interne qu'au niveau international, mais a permis de renforcer, au niveau ministériel, le sentiment d'appartenance à une communauté internationale partageant des idéaux communs dans ce domaine (démocratie, prééminence du

Letzte  
Zeile

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

F.I.

Absender

--	--	--	--	--	--	--

Seite-Nr.

5

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

droit et, précisément, respect des droits de l'homme).

Heimkehr Schweizerbuerger aus Teheran: Wegen der neuen Eskalation im Golfkrieg entschlossen sich mehrere Schweizerbuerger, die in Teheran berufstaetig waren, zur Heimkehr. Da die europaeischen Fluggesellschaften infolge der irakischen Erklaerung, wonach der iranische Luftraum als Kriegssperrzone zu betrachten sei, ihre Fluege nach Teheran einstellen mussten, hatte die Heimreise dieser Mitbuerger auf dem Landwege in Richtung Tuerkei zu erfolgen. Unsere Vertretungen in Teheran und Ankara waren in Zusammenarbeit bei der Swissair mit der Organisation der Heimreise betraut.

Brunner

NNNN

Letzte  
Zeile

000 24665

Datum: \_\_\_\_\_

Visum:

000

Tel. intern: \_\_\_\_\_

Teil II

Treffen Genfer Gruppe: Am 21./22. März traf sich die Genfer Gruppe "au niveau consultatif" (Verantwortliche der Direktionen für internationale Organisationen). Diese informelle Gruppe der westlichen Hauptbeitragszahler an das UNO-System konnte feststellen, dass das von ihr geforderte reale Nullwachstum weitgehend befolgt wird. Ausnahmen bilden die UNESCO und - in geringerem Masse - die ILO, deren Verwaltungsrat im übrigen Beschlüsse gefasst hat, die das gemeinsame Personal- und Pensionensystem der UNO-Familie (*système commun*) in Gefahr bringen könnte. Die Genfer Gruppe verabschiedete eine kurze Erklärung, in welcher sie ihren politischen Willen für die Aufrechterhaltung des "*système commun*" unterstrich. Die Gruppe wird sich im Verlaufe des kommenden Jahres mit den technischen Aspekten dieses Systems befassen, wobei auch die Missionen in New York, wo es keine Genfer Gruppe gibt, in die Arbeit einbezogen werden sollen.

Die Sitzung hat uns einmal mehr die Nützlichkeit der Genfer Gruppe gezeigt, in welcher wir schon seit langem mitarbeiten, der wir aber erst seit letztem Jahr als Vollmitglied angehören. Wertvoll ist ferner die jährlich gebotene Kontaktmöglichkeit in Genf für die Verantwortlichen der Direktionen für internationale Organisationen der wichtigsten Industriestaaten.

Bilaterale Medienkonsultationen mit der BRD. Am 18./19. März 1985 fanden in Sion die dritten schweizerisch-deutschen Medienkonsultationen statt. Schweizer Delegation aus Vertretern EDA, EJPD, EVED und PTT unter Leitung Minister Uhl. BRD-Delegation unter Leitung Auswärtiges Amt umfasste Vertreter Innenministerium, PTT und Bundesländer. Ziel der informellen und vertraulichen Gespräche: offener Gedankenaustausch über gegenseitig interessierende nationale und internationale Entwicklungen im medienpolitischen Bereich sowie Suche nach Kooperationsmöglichkeiten beim Satellitenrundfunk. Themen umfassten alle Aspekte Satellitenrundfunk und Verkabelung; UNESCO/IPDC (Internationales Kommunikationsentwicklungsprogramm); Entwicklungen in der UNO (Informationskomitee); Koordinationsschwierigkeiten mit französischen Lokalradios; EG-Grundbuch "Fernsehen ohne Grenzen". Gespräche waren gefolgt von Besichtigung Satellitenbodenstation Leuk. Ausführlicher Bericht wird zu gegebener Zeit interessierten Vertretungen zugestellt.

Visite Secrétaire d'Etat Sommaruga à Bonne, 18 - 20 mars 1985. Dans cadre de ses premières consultations avec la RFA depuis son entrée en fonctions, SE Sommaruga (SO) a, d'une part, participé à séance de travail avec SE von Wuerzen (économie), et, d'autre part, eu série d'entretiens avec SE Tietmayer (finances et sherpa allemand), SE Haunschild (recherche), ainsi qu'avec directeur général affaires économiques au MAE Ungerer.

Séance de travail et entretiens ont porté principalement sur évolution macro-économique, en RFA, Suisse et autres pays industrialisés, et ont permis d'aboutir à conclusion qu'il importe poursuivre ligne favorisant adaptation des structures par élimination des rigidités, tant par actions internes que sur plan extérieur. S'agissant chapitre coopération multilatérale, SO s'est efforcé motiver partie allemande pour traduire cette orientation en vue démarche plus dynamique au sein OCDE, et plus courageuse et précise compte tenu intensification des discussions en vue lancement nouveau round au GATT.

Interlocuteurs ont confirmé que sommet sera essentiellement orienté sur problèmes macro-économiques, dans le sens cité plus haut, et sur

nouveau round GATT, pour date lancement duquel Bonn tâchera faire retenir année 1986. Pour sa part, SO a insisté sur importance décision lancement negociations soit prise dans enceinte compétente, après préparation approfondie. S'agissant du volet communautaire, SO a axé son plaidoyer sur follow up Luxembourg en général et sur réponse au defi technologique commun (accord cadre suisse/CE sur la recherche, esprit) en particulier. SO a enfin utilisé séance de travail pour aborder les thèmes bilatéraux.

Bilaterale Wirtschaftsgespräche mit Grossbritannien. Im Rahmen der regelmässig stattfindenden bilateralen Kontakte führte Botschafter Ph. Lévy am 21. und 22. März in London Gespräche mit Vertretern verschiedener britischer Ministerien. Gegenstand der Diskussionen waren aktuelle Fragen der Welthandelspolitik, der europäischen Integration sowie eine Reihe bilateraler Probleme. Erwartungsgemäss bildete die Perspektive einer neuen GATT-Runde das Zentrum der Diskussion im multilateralen Bereich. Auf dem Hintergrund des wenig Stunden zuvor erfolgten positiven Entscheids der EG-Aussenminister für eine neue GATT-Runde waren die diesbezüglichen Kommentare der britischen Gesprächspartner von besonderem Interesse. Ausschlaggebend für die befürwortende britische Haltung war die Auffassung, dass die protektionistischen Tendenzen sowie die Gefahr einer Abkehr vom Multilateralismus seitens der USA ein ernst zunehmender Faktor sei. Dasselbe Argument scheint auch bezüglich des Inhaltes zu gelten: Falls für die USA wichtige Bereiche weiterhin vom GATT ausgeschlossen blieben, namentlich Landwirtschaft und Dienstleistungen, müsse mit geringerer Kooperationsbereitschaft der USA im Handelsbereich gerechnet werden. Wesentliche Diskussionspunkte des Themenkreises "Europäische Integration" bildeten das Versicherungsabkommen (ohne Leben), das geplante Rahmenabkommen Schweiz-EG im Bereich Forschung und Entwicklung, sowie das Interesse der Schweiz an einer Mitarbeit im EG-Forschungsprogramm ESPRIT. Zu den bilateralen Fragen gehörte u.a. der gleichentags gefällte Entscheid des britischen Kabinetts bezüglich des neuen Trainingsflugzeuges der Royal Air Force zugunsten des brasilianischen Herstellers. Das Kooperationsprojekt PC 9 zwischen Pilatus und British Aerospace war vorgängig schweizerischerseits von höchster Ebene unterstützt worden. Die Schwerverkehrsabgabe wurde von den Briten nur beiläufig erwähnt; Gegenmassnahmen wurden nicht angekündigt.

Brunner.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

25. März 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 13/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor Koordination und Planung Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan Herr Schaller Frl. Chollet	LR SRU W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst Kanzlei politisches Sekretariat	Herr Schmalz	SZ W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fettscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wytttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./. .

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Glesti Herr Indermühle Herr Baumgartner	GLS IND BAG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr Bodenmüller	BOD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser Herr Giovannini	BL GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Vizedirektor	Herr Leuzinger	LP
Informationsdienst	Herr	
Multilaterale Angelegenheiten	Herr von Muralt	MD
Sektion Internationale Hilfswerke	Minister Kellenberger	Ke
Integrationsbüro EDA/EVD		

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
 35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 26 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
 Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Informations- und Pressedienst

Bern, den

25. März 1985

Sa 26. März 85 12

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 13/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi		Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong  
Mailand  
München  
New York  
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate
=====
102 total
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Informations- und Pressedienst

Bern, den 25. März 1985  
VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - **BIC/sm**

T E L E G R A M M (CH)

**Wochentelelex 13/85**

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Lagos	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
- Buenos Aires	- Mexiko	- Rom
- Canberra	- Moskau	- Santiago
- Caracas	- Nairobi	- Stockholm
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Teheran
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Dublin	- Ottawa	- Tokio
- Helsinki	- Oslo	- Warschau
- Jakarta	- Paris (auch OECD)	- Washington
- Kairo		- Wien

- b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.